



ÉLECTIONS 2025 : SANTÉ

Un bon système de santé public est bénéfique pour toute la population canadienne et son économie. Ce principe est au cœur de notre identité canadienne et de notre avenir. De sérieux engagements doivent toutefois être pris pour arrêter la privatisation des soins de santé et réduire les délais d'attente, augmenter les effectifs et élargir les services offerts. On doit investir dans notre système de santé public. La très grande majorité des Canadien(ne)s soutiennent les soins de santé publics universels et s'opposent à l'adoption d'un système privatisé à l'américaine.

Lacunes des politiques actuelles

- Au tout début, lorsque le régime d'assurance maladie est entré en vigueur, les gouvernements fédéral et provinciaux assumaient chacun 50 % des coûts. La part du financement des soins de santé assumée par le fédéral a diminué depuis en raison du désistement des gouvernements conservateurs et libéraux. En 2023, le gouvernement fédéral n'assumait que 21,5 % de l'ensemble des coûts.
- Les libéraux ont haussé le Transfert canadien en matière de santé (le montant d'argent fédéral transféré aux provinces et aux territoires pour les soins de santé) pour 2023-2024, sans rétablir la part fédérale des dépenses en santé pour répondre à nos besoins.
- Ce manque d'investissements adéquats en santé a ouvert la porte à la privatisation. Ainsi, la capacité d'une personne à accéder aux soins requis dépend maintenant de son compte en banque.

La position des partis

- Pierre Poilievre et les conservateurs sont la plus grave menace pour notre système public de santé.
- Ce n'est que sous le poids du NPD que les libéraux ont fait progresser les nouveaux programmes, y compris l'assurance médicaments et le régime de soins dentaires. Ce sont d'importantes victoires, mais les libéraux ont continué à sous-financer le secteur de la santé et permis à la privatisation de s'accroître.
- **Le NPD arrêtera la privatisation des soins de santé, élargira les nouveaux programmes fédéraux et rétablira le financement fédéral en santé.**

Selon le SCFP, il faut :

- Garantir que le système de santé au Canada est géré publiquement et que les soins sont accessibles à toute la population gratuitement.
- Augmenter le financement fédéral d'au moins 5,2 % par année. Il s'agit du financement minimal nécessaire pour conserver les services actuellement offerts.
- S'assurer que tout le financement public attribué en santé soit investi dans les services de santé publics.
- Lier le financement au respect de normes nationales de santé pour que, peu importe où l'on vive au Canada, on puisse s'attendre à recevoir le même type et la même qualité de soins.
- Étendre les principes et les dispositions de la Loi canadienne sur la santé aux soins à domicile et aux soins de longue durée, pour en faire des services financés et offerts par le secteur public.
- Élargir les nouveaux programmes d'assurance médicaments et d'assurance dentaire afin de notamment offrir un accès universel à plus de médicaments d'ordonnance, aux soins de santé mentale et aux programmes de lutte contre les dépendances.



SCFP